

Il faut replacer l'éthique au cœur du projet européen

Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe et directeur général honoraire à la Commission européenne

■ L'éthique politique qui a permis une interaction satisfaisante entre capitalisme et démocratie en Europe, est en train de se dissiper avec l'esprit du temps. Il faut la remettre au cœur du projet européen.

La refondation de l'Union européenne (UE), censée contrebalancer le Brexit, n'a pas eu lieu. Sur ce point, le Conseil européen des 13 et 14 décembre n'a accouché que de maigres avancées sur l'euro. Il faut se demander pourquoi.

Trois explications viennent à l'esprit : d'abord l'hétérogénéité de l'Europe élargie se traduit dans des vues, plus contrastées qu'autrefois, entre États sur la finalité ultime de l'intégration et sur les priorités de l'UE en matière de climat, d'immigration, de budget de l'eurozone et du degré d'autonomie stratégique vis-à-vis des USA.

Ensuite, le moteur franco-allemand est enrayé par les divergences croissantes de performances des deux pays, et par l'affaiblissement politique de ses deux leaders au-dedans, sans parler de la fronde de la Ligue hanséatique menée par La Haye au-dehors.

Enfin, l'euroscpticisme progresse dans l'opinion européenne, pourtant acquise à la nécessité de l'Europe, mais encline à juger sa refondation impossible, faute de repères et d'un leadership trop court-termiste et donc pas à la hauteur d'une réforme d'envergure.

L'éthique politique se dissipe

Les circonstances – *“the events”*, disait l'ancien Premier britannique MacMillan – pourraient-elles débloquent le processus de refondation ? Un choc géopolitique, une crise financière qui se traduirait cette fois en dépression économi-

que, un nouveau Brexit au sein de l'UE-27, pourraient-ils conduire à un sursaut salvateur ? “Là où croît le danger, croît aussi ce qui se sauve”, s'en vont clamant, à la suite du poète Hölderlin, ceux qui croient que l'Europe se fait par des crises et du coup, attendent le salut du danger.

Il n'est toutefois pas sûr que l'arbre tombera cette fois du côté de l'intégration. Pourquoi ? Parce que l'éthique politique qui a permis une interaction satisfaisante entre capitalisme et démocratie en Europe, est en train de se dissiper avec l'esprit du temps. Il faut la remettre au cœur du projet européen.

Un peu d'histoire

Revenons-en aux origines. C'est l'Europe qui a accouché, quasiment en même temps, à la fin du XVIII^e siècle, du capitalisme industriel et de la démocra-

tie, celle-ci toutefois longtemps embryonnaire avant d'advenir dans sa forme actuelle. L'Histoire récente de l'Europe ne peut se comprendre qu'au travers de la dialectique toujours tendue, souvent violente et, à deux reprises au moins, tragique, entre capitalisme et démocratie, entre logique de concentration de la richesse et logique de partage du pouvoir.

L'UE naît au lendemain de l'armistice entre le capital et le travail que constitue le contrat social de l'après-guerre avec son triptyque plein-emploi, impôt progressif et État-providence.

Cette cohérence entre libéralisme politique et libéralisme économique à laquelle la social-démocratie et la démocratie chrétienne ont puissamment contribué, a joué un rôle clé

L'Europe est seule aujourd'hui en mesure de donner un contenu concret à l'idéal d'égalité des êtres humains en dignité et à le réconcilier avec le capitalisme, malgré celui-ci.

dans le miracle des Trente glorieuses, années de prospérité partagée et de vitalité démocratique.

Une éthique

de solidarité et de responsabilité – les droits sont indissociables des devoirs – préside alors à l'organisation de nos économies et de nos sociétés. Cette éthique est la condi-

tion de la synergie entre capitalisme et démocratie. Elle

est aujourd'hui en

train de se déliter :

l'individualisme

et le matérialisme condui-

sent à privi-

légier les

rappports marchands par rapport à l'échange gratuit et la concurrence par rapport à la coopération. Ils érigent le marché en idéal et dénigrent la politique et ses corps intermédiaires – partis, syndicats, mutuelles. Ils créent le fond idéologique pour la remise en cause du contrat social en Europe et pour l'appel à la démocratie directe.

La mondialisation à la mode néolibérale a tout aggravé. En donnant quartier libre au capitalisme global, elle a ouvert un coin entre capitalisme et démocratie en Europe, en favorisant le retour des inégalités. Car, selon Tocqueville, la démocratie demande "une certaine égalité de condition". Gérée selon la doxa néolibérale, la mondialisation, en soi une dynamique unitaire avantageuse pour le monde, a creusé au sein de nos sociétés un fossé entre gagnants et perdants. Non maîtrisée, elle discrédite la politique et les élus. Nos États, soumis aux arbitrages des firmes globales par la mise en concurrence des marchés du travail et de la fiscalité du capital, n'ont pas réussi à combler ces inégalités sinon en recourant au déficit chronique et donc, au surendettement structurel.

Mais aujourd'hui, la voie du surendettement souverain est fermée par la discipline budgétaire imposée par l'euro. Toutefois, la pression inégalitaire de la mondialisation se poursuit. Elle s'aggrave même de l'impact des technologies et des mesures contre le chan-

gement climatique.

L'effet ciseaux

On est donc face à un effet de ciseaux : la pression inégalitaire se renforce, alors que la capacité financière de redistribution des États diminue. Le mouvement des "gilets jaunes" exprime-t-il autre chose que l'angoisse des catégories sociales soumises à ce chiasme politique ?

La réponse n'est plus dans des mesures improvisées dans l'urgence par un gouvernement confronté à la colère populaire. Elle n'est pas non plus dans le poing tendu vers le ciel pour réclamer l'abolition du capitalisme. Elle est dans un ensemble de mesures neuves et radicales, de nature juridique, fiscale, financière et politique, à arrêter au niveau européen pour réguler le capitalisme global et pour construire un capitalisme européen consistant avec nos valeurs civilisationnelles : le respect de la dignité de tous les êtres humains, la solidarité entre gagnants et perdants, et en contrepartie, la responsabilité de chacun vis-à-vis de tous, la protection de l'environnement. L'Europe est seule aujourd'hui en mesure de donner

un contenu concret à l'idéal d'égalité des êtres humains en dignité et à le réconcilier avec le capitalisme, malgré celui-ci. Une certaine égalité est en effet la condition éthique et pratique de la démocratie. L'Europe, forte d'une monnaie et d'une défense communes, est la seule chance de contenir l'illibéralisme rampant et d'assurer la pérennité de la démocratie sur le continent.

→ Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction. Titre original: "Rapparer capitalisme et démocratie: un enjeu éthique européen"